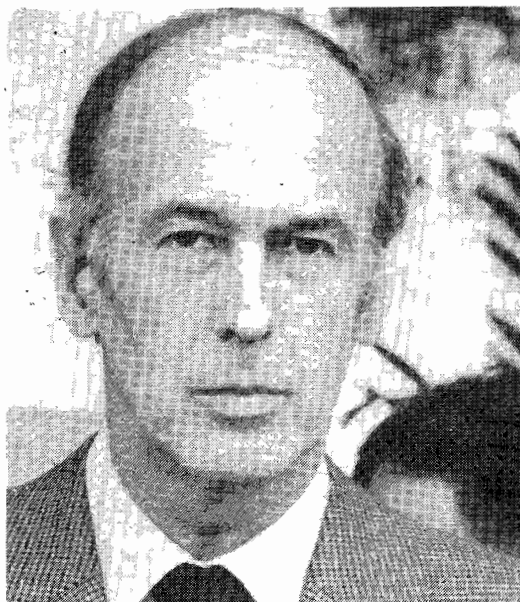


Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

DEMOCRATIE FRANÇAISE



par J.C. DRAGAN

Le brillant essai de Valéry Giscard d'Estaing doit être incessamment traduit dans toutes les langues européennes; mais l'édition française a déjà atteint le chiffre incroyable de 1 200 000 exemplaires.

Ce livre, qui condense en 175 pages à peine la pensée politique du président de la République Française, propose aux Français un projet

de renouveau de la société à travers une voie de «liberté et de progrès».

Il s'agit de quelque chose qui est moins qu'une oeuvre de philosophie politique, mais certainement bien plus qu'un manifeste électoral.

Le livre débute par un examen critique des conditions actuelles de la société française; et cet examen pourrait être intégralement valable pour bien d'autres nations de l'Ouest européen et, parmi celles-ci, pour l'Italie en particulier.

Un ouragan a littéralement déchaîné les eaux tranquilles sur lesquelles a navigué le monde pendant l'entre-deux-guerres et l'auteur donne une description rapide et efficace de cet ouragan.

La période qu'il analyse est le quart de siècle qui s'est écoulé entre 1950 et 1975, au cours duquel s'est opérée dans la société française une transformation économique et sociale si profonde que «le pays se trouve plus éloigné de la France de 1950 que ne l'était cette dernière de la France de 1870».

Cette évolution s'est traduite en un immense progrès général d'ordre matériel, social et individuel; mais avec le progrès a surgi une nouvelle problématique qui se module sur trois volets, selon qu'elle concerne les rapports entre les groupes sociaux, entre l'individu et la société ou qu'elle naît, enfin, de l'évolution préoccupante de la démographie.

Les idéologies que nous a laissées en héritage le XIX^e siècle ne sont pas en mesure de résoudre ces problèmes, affirme Giscard d'Estaing et nous, qui avons toujours soutenu que trop de jeunes, qui croient être à l'avant-garde

d'un monde nouveau, ne se rendent pas compte qu'en réalité ils sont porteurs d'idées trop vieilles, sommes parfaitement d'accord avec lui, sur ce point également.

Ni le marxisme [et, avec lui, le faux marxisme-léninisme], ni le libéralisme classique ne tiennent compte, chacun à sa manière, de l'évolution extraordinaire et profonde qui s'est produite au sein des sociétés occidentales depuis que ces théories - toutes les deux basées sur une idée abstraite et partielle de l'homme - furent conçues.

Ces deux idéologies représentent - soutient l'auteur - deux systèmes qui voudraient, en partant des mécanismes économiques, arriver à assurer la félicité de l'homme, chacun la concevant à sa façon: l'un, le libéral, en accordant à l'homme un excès de confiance; l'autre, le marxiste, en niant à l'individu la possibilité de se défendre et de savoir s'administrer et pour tout lui donner lui enlève tout et le met ainsi à la merci d'un épouvantable moloch - l'organisation de l'Etat socialiste - gouverné par un monstre aux mille bras: la bureaucratie.

Le moment que nous vivons, affirme Giscard d'Estaing, permet, par contre, une autre voie: partir de l'homme et de ses besoins actuels et de l'avenir prévisible pour arriver à choisir les mécanismes les plus appropriés pour le satisfaire.

La deuxième partie du livre est consacrée à l'exposé de la théorie giscardienne pour la construction de ce type de société française.

Elle doit tendre à la réalisation de sa propre unité en effaçant les vieilles divisions, en éliminant la misère et en faisant disparaître les privilèges et les discriminations.

En un mot, en favorisant une évolution qui est, de fait, déjà en cours mais qui doit être étendue à tous, et qui sera disciplinée et accélérée dans la mesure du possible.

C'est ainsi que la société française doit et peut devenir une communauté d'hommes libres et responsables, si l'on favorise le développement et l'extension de la personnalité de l'individu, en lui assurant aussi bien les libertés essentielles que les plus modestes, en le faisant participer effectivement et sciemment à la société au sein de laquelle il vit, c'est-à-dire exactement l'opposé de la vieille société rurale qui enfermait l'homme dans un filet de constrictions et des sociétés collectivistes actuelles où la personnalité individuelle est annihilée dans la masse et où cette dernière est manipulée à des fins qui n'ont plus rien à voir avec le bonheur de chacun.

Le contenu de la troisième partie du livre est entièrement synthétisé par la phrase d'ouverture que nous reportons intégralement:

«Toute réflexion sur la société implique une réflexion sur le pouvoir.

Une société de libertés démocratiques né-

V. Giscard d'Estaing

DEMOCRATIE FRANÇAISE

Fayard

cessite une structure pluraliste du pouvoir.

Mais ce pluralisme ne saurait être seulement politique: il doit être total».

Par conséquent, non seulement un pluralisme des partis et les libertés qui l'accompagnent, non seulement la séparation et la décentralisation des pouvoirs de l'Etat et des organes périphériques, mais également un pluralisme dans les organisations sociales et des communications de masse et enfin - n'en déplaise aux partisans des nationalisations - dans l'économie.

La quatrième partie du livre est consacrée à l'organisation des pouvoirs dans la démocratie française. Garantie par le pluralisme au sein du pouvoir, la liberté ne doit pas se traduire en anarchie ou en impuissance, les grands ennemis de la démocratie.

En politique étrangère, Valéry Giscard d'Estaing se demande, avant tout, si «l'indépendance» nationale est actuellement une attitude réaliste dans le monde.

Sa réponse confirme les limites qu'il posait déjà à son adhésion à la politique étrangère du général de Gaulle.

Volonté d'autodécision pour tout ce qui est strictement essentiel pour la collectivité française, mais solidarité et coopération totales avec les autres peuples, avant tout avec les peuples européens avec qui il est urgent de lancer une union, tout d'abord économique et monétaire, et ensuite confédérale.

Puis avec le reste des peuples de la planète, tout en respectant les alliances, en agissant pour la détente et en collaborant aux grands problèmes qui attendent le monde à l'aube du XXI^e siècle quand pour l'an 2011, déjà, c'est-à-dire dans 34 ans à peine, la population mondiale, comptant actuellement 4 milliards d'individus, aura doublé au rythme actuel du développement démographique.

Le projet de société moderne avancé par l'auteur est aux antipodes du collectivisme, mais n'est pas, non plus, un projet libéral classique. Lui-même le définit ainsi: «... c'est celui d'une société démocratique moderne, libérale par sa structure pluraliste de tous ses pouvoirs, avancée par son degré élevé de réalisation économique, d'unification sociale et de développement culturel».

Et voici comment il termine son extraordinaire petit volume: «Après que tout aura été ouvert, libéré, humanisé par notre effort commun, il ne restera plus qu'à attendre que jaillisse d'un esprit, ou plus probablement d'un mouvement de la conscience collective, le rayon de lumière nécessaire pour éclairer le monde, celui d'une nouvelle civilisation réunissant en une mé-

me perception spiritualiste l'affranchissement de l'être et le tracé du destin de l'espèce». Mais cela, nous ne le savons pas encore.

Ce n'est pas là une recension, ni une synthèse du livre. Nous avons seulement cherché à donner une idée de la pensée de Valéry Giscard d'Estaing, telle qu'il l'a exposée, tout en laissant à chacun la possibilité de le lire, de faire un examen critique des idées qui y sont contenues et d'en évaluer le poids avec la balance de sa propre conscience, en pleine liberté d'esprit et en un moment de recueillement et de solitude.

Tous les jeunes gens qui sentent en eux les ferments et le désir d'une société nouvelle devraient le lire avec une attention particulière, car c'est surtout à eux qu'il s'adresse et même si l'auteur l'a dédié à «Marianne et à Gavroche», les personnages qui symbolisent la jeunesse française; son contenu, le cri, son appel s'adresse aux jeunes du monde entier et parmi eux, en premier, les jeunes européens.

Le modèle qu'il propose pour la démocratie française pourrait être, aujourd'hui déjà, celui des nations européennes et, d'ici peu, celui du monde entier.

C.D.

L'EVOLUTION POLITIQUE EN EUROPE



du 25 au 27 novembre 1976, le thème de l'évolution politique de l'Europe a été débattu à Madrid par des politologues européens (anciens ministres, députés, politiciens, publicistes, personnalités de la finance et de l'industrie, professeurs d'université, écrivains) devant des européens désireux de voir se réaliser l'idéal et l'exigence de notre époque, l'Union Européenne, mais ayant également la préoccupation que cette unification ne soit pas réalisée par les Soviétiques et sous leur domination.

L'Europe et même le monde entier sont, en effet, soumis à une pression; celle de l'impérialisme russe et celle du communisme avec son nouveau modèle d'Etat.

L'impérialisme russe se manifeste d'une manière très claire et à un rythme croissant depuis le tsar Pierre le Grand, qui a illustré dans son testament tout le plan de domination de l'Europe et de l'Asie et que les dirigeants du Kremlin ont suivi fidèlement. Il s'est manifesté et se manifeste partout dans le monde: en Asie, en Amérique, en Europe, en Afrique. Les modalités sont différentes: annexion de territoires d'autrui, occupation de pays, contrôle par des conseillers, institution par la force de régimes favora-

bles à la grande Mère Russie, influence directe et indirecte dans les affaires de pays tiers, obtention de crédits à long terme pratiquement sans le versement d'intérêts pour la construction d'usines-base pour son industrialisation, commerce avec des pays soumis physiquement ou moralement à des taux abusifs, etc. En un mot, domination, exploitation, colonialisme économique et politique à la mode du XX^e siècle.

En Asie, l'Union soviétique occupe depuis un siècle toute la Sibérie et un quart de la Chine du Nord, la Mongolie. La guerre de Corée, provoquée par elle, ainsi que celle du Viêt-nam ont conduit au triomphe des gouvernements communistes.

En Amérique, l'Union soviétique est parvenue à instaurer des régimes communistes comme au Chili, par la suite renversé, mais toujours au pouvoir à Cuba, d'où elle prélève des troupes « coloniales » ou des « mercenaires » blancs pour les utiliser ensuite en Afrique.

Sur le continent noir, si étroitement lié à l'Europe géographiquement et économiquement parlant, l'Union soviétique est parvenue à s'installer par un traité d'amitié d'une durée de vingt ans, en Angola et au Mozambique, d'où elle extrait les minéraux (et à quel prix!) pour payer les mercenaires cubains. De là, elle menace et tient sous pression l'Afrique du Sud, la Namibie et la Rhodésie.

Les derniers bastions de la civilisation européenne, qui a construit ces pays et les a administrés avec la participation locale des Africains, sont menacés de tomber sous la domination soviétique, déjà bien implantée en Somalie, en Angola et au Mozambique. Ce qui est effroyable et incroyable, c'est que toute cette action est menée avec le concours des Américains et la complicité de Kissinger et sous la couverture de

l'O.N.U. Si un jour les cinq millions d'Européens de l'Afrique du Sud devaient être sacrifiés au milieu d'une apathie et d'une insouciance inconcevables, les matières premières et l'énergie (l'uranium) cesseraient d'alimenter les usines européennes.

L'Europe est soumise à une deuxième grande pression, celle de la communistisation à travers un nouveau modèle d'Etat qui, une fois établi, fera tomber le continent entier sous la domination soviétique. Sous le prétexte d'une meilleure distribution du produit social, d'un niveau de vie plus élevé pour tous (il faut voir le bas niveau de vie existant en U.R.S.S. et qu'elle-même impose dans les pays se trouvant sous son influence), cette idéologie est destinée à créer une atmosphère qui lui est favorable et à remplir sa véritable mission. Des partis politiques communistes, solidement implantés et organisés, sont très actifs, surtout dans les pays latins, en commençant par l'Italie; et l'on en est même arrivé à parler d'un eurocommunisme. La propagande communiste s'est infiltrée dans toutes les structures de la société européenne.

La menace qui pèse sur l'Europe est lourde. Elle est la composante de trois forces: les partis communistes, les partis socialistes - alliés officiellement ou non aux premiers - et les Soviétiques qui exercent leurs actions diplomatique, politique et économique, publiques ou occultes, déployées sur la base de plans à court, à moyen et à long terme, dans le cadre d'une stratégie généralement élaborée par des Services Spécialisés, véritables officiers d'état-major politique. Aucun Etat n'est aussi bien organisé que l'Union soviétique, bien camouflée sous le couvert d'une Fédération de peuples différents, occupés, dominés par la force pour servir l'impérialisme russe.

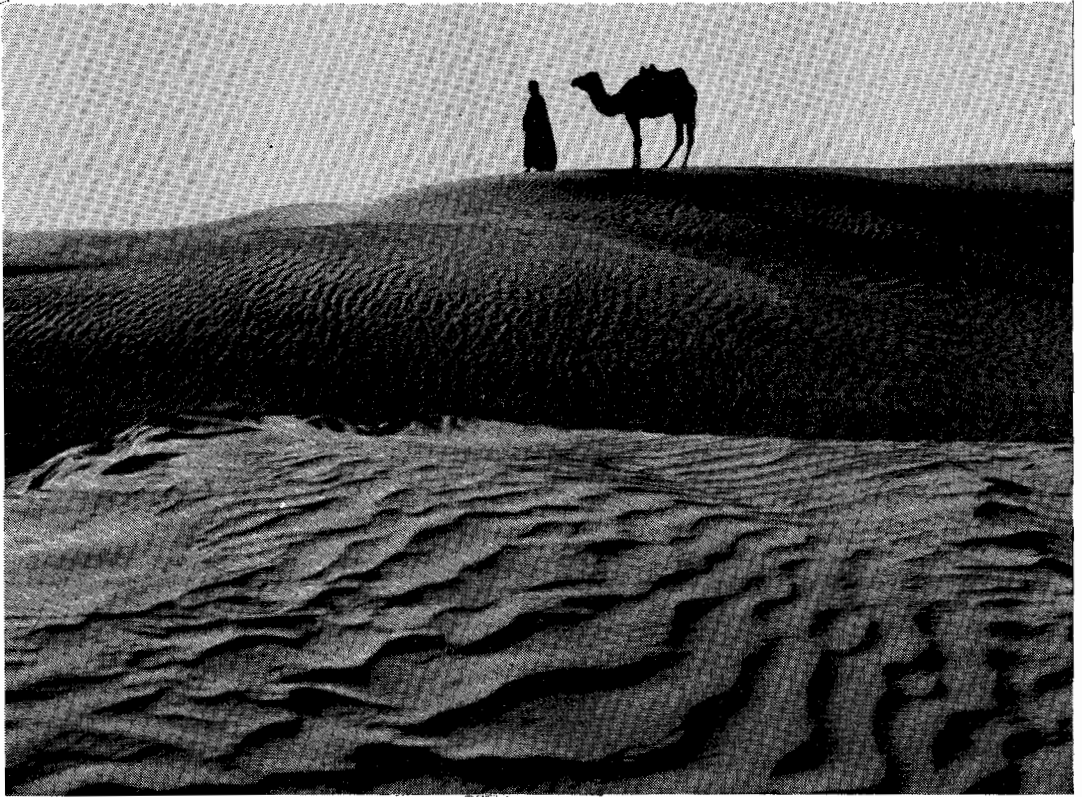
C'est une triste réalité, mais il semble que ce soit le destin diabolique de l'humanité d'être toujours soumise à des dominations et des troubles qui la privent d'une paix qui lui est si chère et ceci à cause d'un peuple qui arrive au moment historique de son apogée. Et comme hier c'était le moment historique des Britanniques, précédé de celui des Français et, bien avant, des Espagnols et, dans l'Antiquité, des Romains, les « représentants du monde thrace », il semble, aujourd'hui, que ce soit le moment des Russes, comme demain cela pourrait être celui des Américains avec qui ils se sont partagé le monde.

Il est arrivé l'instant de se poser la question: à quel titre deux « superpuissances » - terme forgé par les intéressés - prennent-elles des décisions sur les destinées d'autres peuples, comme lors de l'Antiquité et du Moyen Age, alors que la conquête et la force étaient une justification pour s'emparer d'autres peuples sous des formes diverses.

Europaeus



DANS LE PROBLEME DU MOYEN-ORIENT UNE GRANDE ABSENTE: L'EUROPE



par ROBERTO CESTELLI

Le problème du Moyen-Orient qui suscite, depuis longtemps, les préoccupations majeures sur le plan de la politique internationale, est récemment devenu encore plus dramatique à la suite des événements du Liban dont les conséquences ont été si graves pour ce petit pays appelé, jadis, la Suisse du Levant.

Les pays arabes ont adopté, dans ce nouvel acte du drame libanais, des positions et des attitudes que tous n'ont pas pu facilement définir.

Mais alors que chaque acteur jouait, jusqu'à présent, son rôle dramatique sur la scène du Moyen-Orient, en fonction des suggestions qu'il recevait des deux superpuissances qui agissaient dans les coulisses en grands marionnettistes, la situation actuelle, bien que peu claire encore, semble vouloir se présenter sous un jour nettement nouveau.

La représentation est en train d'échapper des

mains des marionnettistes; les acteurs ne suivent plus, sur la scène, l'intrigue murmurée par les souffleurs.

Le nuage de poussière soulevé par les événements du Liban ne s'est pas encore entièrement dissipé et la visibilité est encore loin d'être parfaite dans cette région; mais il est incontestable que le tableau a nettement changé au Moyen-Orient, même s'il n'est toujours pas possible de se rendre compte de l'importance des changements qui se sont opérés.

L'U.R.S.S. qui croyait dominer, surtout par le biais de son influence sur la Syrie et des fournitures d'armes à cette nation et à l'Egypte, la fraction arabe engagée dans le conflit avec Israël, a dû s'aligner sur les Etats-Unis et, d'un commun accord, présenter aux Nations Unies la résolution n° 338 du 22 octobre 1973 qui fut approuvée à l'unanimité par le Conseil de Sécurité.

Cet accord entre les deux superpuissances fut le chef-d'oeuvre et le grand drame de Kissinger, car son succès fut même trop grand

pour les deux Etats qui en avaient pris l'initiative. L'Union soviétique, qui avait prêté sa collaboration pour éviter que la situation militaire ne précipite en faveur d'Israël, en arriva même à s'irriter grandement du résultat politique final de l'initiative. Il ne faut pas oublier que la III^e Armée égyptienne, qui avait traversé le canal de Suez et s'était installée sur la rive occupée par les Israéliens, se trouvait, à cette époque, dans une situation extrêmement critique car, au cours des derniers jours, elle avait été entièrement encerclée par les armées d'Israël qui, à leur tour, avaient traversé le canal et occupé la rive égyptienne.

De ces épisodes désormais lointains, des erreurs grossières successives de l'O.N.U. et de l'U.N.E.S.C.O., de l'intervention maladroite et intempestive du sénateur Jackson dans la politique étrangère des U.S.A. qui prétendait soumettre l'approbation de l'accord commercial U.R.S.S.-U.S.A. à la clause que les Soviétiques s'engagent à autoriser l'émigration annuelle d'importants contingents de juifs, il ne pouvait surgir que deux solutions possibles :

- une ultérieure reprise des hostilités arabo-israéliennes, si la fraction palestinienne (O.L.P.) avait continué à avoir, dans la partie arabe, le poids prépondérant qui lui avait été reconnu lors de la conférence de Rabat et, par suite, un déploiement antagoniste des deux superpuissances.
- une nette évolution de toute l'affaire du Moyen-Orient avec rejet, de la part des arabes, des positions extrémistes de l'O.L.P.

Le bon sens de M. Sadat a heureusement donné lieu à un processus marqué d'arabisation du problème, ce qui a considérablement réduit l'influence des superpuissances.

La poussée définitive vers cette arabisation a été donnée, en effet, par le souverain de l'Arabie Saoudite, dont le prestige dans le monde islamique a toujours été extrêmement ressenti, tandis que la richesse fabuleuse dont il dispose (quelque chose comme 30 milliards de dollars par an) en fait le principal dispensateur d'aides.

Les immenses ressources pétrolières de son pays, enfin, en font l'arbitre des questions du pétrole dans le monde.

L'explosion du Liban était peut-être indispensable, dans l'intrigue arabe, pour calmer les prétentions de l'O.L.P. et ses pressions sur les Etats arabes limitrophes d'Israël. Après la prise de position du Kremlin qui avait déjà refusé, d'une façon presque menaçante, l'offre de la France avancée par M. Giscard d'Estaing, lors de sa visite en mai 1976 aux Etats-Unis (et donc couverte, naturellement, par l'agrément américain), l'intervention de la Syrie a certainement été une bouchée amère à avaler pour l'U.R.S.S., d'autant plus qu'elle suivait d'une semaine à peine la visite à Damas de M. Brejnev qui en

était parti convaincu du contraire.

Cette situation semblait devoir faire apparaître Israël solidement retranché dans une position optimale; mais en réalité il était plus faible qu'on ne pouvait le croire, car le bloc arabe - bien que ce soit à l'enseigne de la modération de M. Sadat et de la remarquable diplomatie saoudienne - est aujourd'hui plus fort que jamais, tout en étant nettement moins fanatique et outrancier.

En outre, le soutien des U.S.A. à Israël est également redimensionné par les dernières déclarations de Kissinger exprimées avant qu'il n'abandonne sa charge et par l'intention formulée par le nouveau gouvernement américain d'une cohérence et d'une fermeté totale vis-à-vis des pressions juives à l'intérieur du pays.

Il semble donc qu'il se répande sur le Moyen-Orient une vague de bon sens qui provient de la prise de conscience, de la part des deux antagonistes, d'être dans l'impossibilité réciproque de se nuire et du manque d'intérêt à le faire.

Dans toute cette crise, la grande absente a été l'Europe; et même le geste de la France, rapidement repoussé par les Soviétiques, ne peut être considéré comme une présence.

Il est fini le temps où une seule des puissances occidentales européennes possédait les moyens politiques et militaires pour imposer ses décisions ou celles du «concert» des puissances.

Ces instruments n'existant plus, l'Europe ne pouvait qu'être absente et, sous certains aspects, cette «absence» a été un acte de sagesse indispensable.

Son erreur est de ne pas avoir encore réussi à se donner cette unité qui lui permettrait de gravir les échelons pour arriver au rang de superpuissance avec tous les titres préférentiels pour un long et fructueux colloque avec le monde arabe qui sort de la longue crise du Moyen-Orient incontestablement renforcé, conscient - et peut-être même trop - de tenir en mains, pour quelques décennies encore, les leviers qui conditionnent les fournitures énergétiques de notre continent.

Politiquement unie, l'Europe occuperait, parmi les superpuissances, la première place quant à la population, l'essor des commerces, le développement technologique et culturel, et la deuxième comme puissance industrielle.

Elle représenterait donc le partenaire idéal pour le monde arabe qui, s'il a certes beaucoup de pétrole à vendre, a cependant beaucoup de technologies et de produits agricoles et industriels à acheter.

Et aucune ombre d'impérialisme, dont personne n'accuse plus l'Europe, ne viendrait peser sur cet accord.

R.C.

LE PLAIDOYER DE M.CARTER POUR LA LIBERTE

par ROBERTO PELLEGRINI

Esprit de détente et esprit de faiblesse

M. Carter accède au pouvoir en un moment particulièrement critique pour l'équilibre mondial, quand les Etats-Unis se voient obligés de reconnaître les effets négatifs de leur politique étrangère des dernières années. Placée sous l'enseigne de la *détente*, elle a été en réalité dominée par la *faiblesse*.

M.Kissinger quitte son poste après avoir imprimé à son pays, pendant trop d'années, une ligne de conduite très discutable dans les relations internationales, et surtout avec l'autre superpuissance. On lui pardonnera difficilement les maladresses telles que le conseil donné à M. Ford de ne pas recevoir Soljénitsyne à la Maison Blanche, et on lui reprochera, en général, d'avoir fait montre d'une trop grande hâte à conclure, d'un goût trop prononcé de l'action personnelle et secrète. Un des échecs les plus retentissants de la carrière de M.Kissinger concerne toujours les relations avec le monde communiste: en 1976, il n'a pas su empêcher l'intervention des Cubains, appuyés par les Soviétiques en Angola.

Avec son fidèle assistant M.Sonnenfeldt, M. Kissinger en vient à prêcher des «doctrines» contestables, très peu imprégnées de «realpolitik» à l'heure de la montée des nationalismes et de l'aspiration aux droits de l'homme dans les pays de l'Est. La stabilité peut être la préoccupation immédiate et légitime de la diplomatie; elle ne saurait en être la panacée.



M.Sonnenfeldt, conseiller du secrétaire d'Etat, formula en décembre 1975, à huis clos, le corollaire pour l'Europe de l'Est de ces axiomes. Les Etats-Unis semblaient trouver assez normal que s'exerce sur l'Europe orientale un pouvoir soviétique «naturel et organique» qui «ne reposerait pas seulement sur la puissance». La «doctrine Sonnenfeldt» parachevait la construction de M.Kissinger: les Etats-Unis et l'U.R.S.S., pensait-on, même si on se défendait de le dire, ont seuls qualité pour traiter des affaires mondiales, au nom de l'Ouest et de l'Est; entre eux, l'Europe n'existe pas et ne doit pas exister.

«Il faut que la dignité humaine soit exaltée»

M.Carter s'est à peine installé, le 20 janvier, à la Maison Blanche et, malgré ses déclarations et celles de ses collaborateurs les plus proches, il est encore trop tôt pour discuter des changements effectifs qui se produiront dans la politique étrangère des Etats-Unis. Le discours inaugural du nouveau président contient des éléments pertinents à ce sujet, et parmi eux nous soulignons, avec la plus grande satisfaction, la profession de foi et les engagements solennels concernant la défense de la liberté. Dès le début de son discours, M.Carter a interprété la naissance, il y a deux siècles, des Etats-Unis d'Amérique comme «un jalon dans la longue recherche de la liberté». Il ajouta que la nouvelle société américaine «a été la première à se définir en terme de spiritualité et de liberté humaine». En se référant à la situation interne, M.Carter s'est réjoui de pouvoir constater que: «nous avons déjà conquis un degré élevé de liberté individuelle, et nous nous efforçons main-

tenant d'instaurer une plus grande égalité des chances. Notre attachement aux droits de la personne humaine doit être absolu, nos lois équitables; la beauté de notre environnement doit être préservée; le puissant ne doit pas opprimer le faible, et il faut que la dignité humaine soit exaltée».

M. Carter passa ensuite au problème très délicat des relations entre son pays et les autres pays du monde. Vu que, dans le monde entier, «l'amour de la liberté ne cesse de grandir», et que c'est justement cet amour qui représente l'esprit nouveau de tous les peuples, il n'est pas de tâche plus noble pour l'Amérique que de contribuer au triomphe des principes authentiquement humanitaires et de combattre pour garantir le respect des droits fondamentaux de l'homme dans tout le monde. Dans ce sens, les Etats-Unis devront servir de modèle: «Nous savons aussi que le plus sûr moyen d'accroître la liberté dans d'autres pays est de montrer que le système démocratique de l'Amérique est digne de servir de modèle».

Un avertissement aux ennemis de la liberté

Le nouveau président lança un avertissement assez clair à tous ceux qui misent sur un affai-

blissement progressif des Etats-Unis sur le plan des relations internationales. La nation américaine est puissante et «nous lui maintiendrons une force telle qu'il ne sera pas nécessaire d'en faire la démonstration au combat». Cette force ne sera pas seulement militaire; elle consistera aussi dans les guerres menées contre la pauvreté, l'ignorance et l'injustice. Il faut que l'Amérique soit toujours vigilante et c'est ainsi qu'elle ne sera jamais vulnérable».

En s'adressant indirectement aux ennemis de la liberté, qui sont en même temps les ennemis des Etats-Unis, le ton de M. Carter se fit plus dur: «Notre nation est fière et idéaliste, mais que personne ne se méprenne sur notre idéalisme en le tenant pour de la faiblesse.

Nous qui sommes libres, nous ne pouvons à aucun moment être indifférents au sort réservé à la liberté ailleurs dans le monde. Notre sens moral nous fait préférer nettement les sociétés qui partagent avec nous un respect constant des droits de la personne humaine. Nous ne cherchons nullement à pratiquer l'intimidation, mais il est clair qu'un monde où certains pourraient exercer impunément leur domination ne permettrait pas de respecter la dignité de l'homme et menacerait le bien-être de tous les peuples».

LA COOPERATION EUROPEENNE SUR LA FUSION THERMONUCLEAIRE SEMBLE COMPROMISE

Le JET [Joint European Torus] est-il «mort?»

Peu de progrès ont été faits depuis le 16 décembre 1975, quand les ministres de la recherche s'étaient séparés sans choisir le site et même sans approuver formellement le projet. Plus le temps passe, plus les évaluations financières faites à l'origine deviennent douteuses, et plus le JET prend du retard sur ses concurrents américains et russes.

Le site du JET n'a pu être choisi parce que chaque pays défendait son site: Garching pour l'Allemagne fédérale, Culham pour la Grande-Bretagne, Ispra pour l'Italie et Cadarache pour la France.

Les questions financières sont loin d'être résolues.

S'il est admis que 80% du financement sera communautaire, 10% à la charge du pays hôte et 10% à la charge des Etats, la répartition de ces derniers 10% n'est pas fixée.

Dans une déclaration récente M. Pedini, ministre italien de la recherche, maintient la candidature italienne pour le site d'Ispra, mais accepterait une autre implantation si son pays recevait des «compensations». Et il estime que le changement de présidence du conseil des ministres des Neuf «jouera en faveur du JET», la Grande-Bretagne ne voulant pas «commencer sa présidence» sur un échec.

Pendant que le projet européen, s'il n'«agonise» sans doute pas, s'enlise dans des discussions quelque peu mesquines, les Américains construisent à Princeton un appareil analogue et y consacrent des sommes nettement plus élevées.

SPECIAL B.E. «PIERRE LE GRAND»



VOILA COMMENT L'EUROPE DEVRA ET POURRA ETRE SOUMISE

*Telle est la phrase
par laquelle Pierre le Grand,
tsar de toutes les Russies,
conclut son testament
par lequel il laissa en héritage spirituel
à ses successeurs au gouvernement de la nation russe,
le projet de conquête
de tout le continent européen.*

*Deux cent cinquante ans plus tard,
ses héritiers légitimes,
les gouvernants du Kremlin, continuent,
avec une fidélité absolue et un succès évident,
à mettre en pratique ces visées impérialistes.*

*Afin que les Européens n'oublient pas,
nous reportons, ci-contre,
le texte intégral de ce document historique.*

Testan



Au nom de la très sainte et indivisible Trinité, nous, Pierre Ier, à tous nos descendants et à tous nos successeurs au trône et au gouvernement de la nation russe:

Dieu tout-puissant, auquel nous devons notre vie et notre couronne, nous a illuminé avec son éclat et soutenu avec son appui, et Il nous a fait voir les Russes comme un peuple appelé à dominer dans l'avenir toute l'Europe.

Je base ma pensée sur la constatation que la plupart des nations de l'Europe sont dans un état de vieillesse proche du dépérissement, vers lequel elles s'acheminent à grands pas; par conséquent, il est facile et certain qu'elles pourront être conquises par un peuple nouveau et jeune quand celui-ci aura rejoint dans sa croissance le maximum de force. Je considère donc l'invasion des pays de l'Occident et de l'Orient par les peuples du Nord comme une mission périodique, décrétée par la Providence, qui a régénéré d'une manière analogue le peuple romain par l'invasion des barbares.

Les émigrations des ethnies polaires sont comme les débordements du Nil, qui, à des périodes déterminées, engraisse avec son limon les terres appauvries de l'Egypte. J'ai trouvé la Russie comme un petit ruisseau, et je la laisse à mes successeurs comme un fleuve; ils en feront sûrement une vaste mer, destinée à fertiliser une Europe appauvrie; ses vagues déborderont malgré toutes les digues que des mains débiles pourraient construire pour les freiner, mais que mes successeurs sauront diriger. Dans ce but, je leur lègue les enseignements ci-dessous, que je recommande à leur attention et observation constante.

1. Maintenir la nation russe dans un état de guerre permanente, tenir le soldat russe toujours en guerre et ne lui donner repos que pour améliorer les finances de l'Etat; reformer l'armée et choisir les moments opportuns pour l'offensive. Faire en sorte que la paix puisse servir à la guerre, et la guerre à la paix, dans l'intérêt de la grandeur et de la prospérité croissante de la Russie.

ment



2. S'adresser aux peuples instruits de l'Europe et en faire venir par tous les moyens possibles, des officiers en temps de guerre et des savants en temps de paix, afin de faire profiter la nation russe des avantages des autres pays sans qu'elle perde les siens.

3. Prendre part, dans toutes les occasions, aux affaires et aux litiges de l'Europe et surtout de l'Allemagne, qui nous intéresse plus directement, puisqu'elle est plus proche de nous.

4. Diviser la Pologne en y entretenant des jalousies et des troubles permanents; intéresser les potentats par l'or, influencer les Diètes en les corrompant pour qu'elles agissent dans l'élection du roi; trouver des partisans et les protéger; envoyer les troupes moscovites dans des pays étrangers et les maintenir jusqu'à ce que l'occasion se présente pour qu'elles y restent pour toujours. Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément en morcelant le pays, jusqu'à ce que l'on puisse prendre tout ce qu'il y a à prendre.

5. Prendre à la Suède le plus possible et faire en sorte que nous soyons attaqués par elle, pour avoir ensuite un prétexte pour la subjuguier. Dans ce but, il faut que la Suède soit isolée du Danemark, et le Danemark de la Suède, en alimentant soigneusement leur rivalité.

6. Donner toujours comme épouses aux princes russes des princesses allemandes, afin d'augmenter le nombre d'alliances de familles, de rapprocher les intérêts de nos deux pays, et de gagner l'Allemagne à notre cause, tout en y affermissant notre influence.

7. Pour notre commerce, s'orienter de préférence vers l'alliance avec l'Angleterre, une puissance qui a grand besoin de nous pour sa flotte et qui peut être utile au développement de notre marine. Offrir, en échange de son or, notre bois et d'autres produits, et établir entre ses commerçants et marins et les nôtres des rapports permanents, qui puissent assurer la formation des nôtres dans la navigation et dans le commerce.

8. *Avancer sans cesse vers le Nord, sur les côtés de la Baltique, ainsi que vers le Sud, autour de la mer Noire.*

9. *Se rapprocher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui régnera sur ces régions sera le vrai souverain du monde. Par conséquent, provoquer sans cesse des guerres aussi bien contre les Turcs que contre les Perses. Etablir des chantiers aux bords de la mer Noire en étendant progressivement notre domination sur cette mer et sur la Baltique, deux positions nécessaires en vue de la réussite du projet. Accélérer la décadence de la Perse; pénétrer jusqu'au golf Persique; rétablir, si possible, à travers la Syrie l'antique voie commerciale vers l'Orient et avancer jusqu'aux Indes, les entrepôts du monde. Une fois arrivés là-bas, nous n'aurions plus besoin de l'or de l'Angleterre.*

10. *Rechercher et maintenir soigneusement l'alliance avec l'Autriche; appuyer en apparence ses idées de domination croissante sur l'Allemagne, et provoquer en même temps et subrepticement la jalousie des princes contre l'Autriche. Faire en sorte que les deux Etats réclament l'aide de la Russie et exercer sur eux une espèce de protection qui en prépare la domination future.*

11. *Intéresser la Maison d'Autriche à chasser les Turcs de l'Europe et neutraliser ses jalousies du temps de la conquête de Constantinople, soit en provoquant une guerre avec les vieux Etats de l'Europe, soit en lui donnant une partie de la terre conquise - qu'on lui reprendra plus tard.*

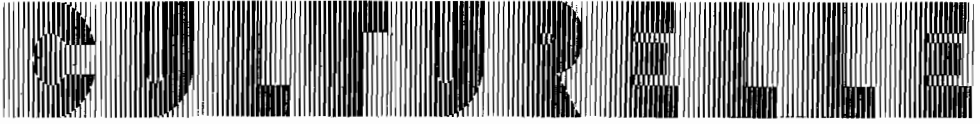
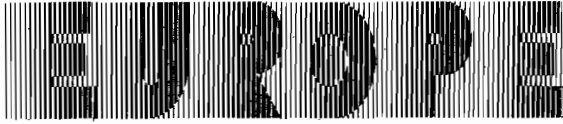
12. *Unir tous les Grecs divisés ou schismatiques qui sont répandus en Hongrie ou en Pologne, les concentrer, les appuyer et constituer ainsi une prédominance universelle préliminaire à travers une espèce d'autorité et de suprématie sacerdotale; nous aurons donc beaucoup d'amis parmi chacun de nos ennemis.*

13. *La Suède démembrée. La Perse vaincue. La Pologne subjuguée. La Turquie conquise. Nos armées réunies. La mer Noire et la mer Baltique gardées par nos voiliers. Pour le moment, il faut que nous proposons, séparément et en grand secret, à la Cour de Versailles et ensuite à la Cour de Vienne de partager avec elles l'empire mondial. Si l'une d'elle accepte - ce qui est inévitable si nous saurons flatter leurs ambitions et leur amour-propre - se servir de l'une pour détruire l'autre, en engageant contre celle-ci une bataille dont l'issue est hors de doute, vu que la Russie possède tout l'Orient et une grande partie de l'Europe.*

14. *Si toutes les deux refusent l'offre de la Russie - ce qui est fort improbable - il faut allumer des conflits et faire en sorte que l'une ruine l'autre. Alors la Russie, en profitant d'un moment décisif, lancera sur l'Allemagne ses troupes concentrées d'avance.*

En même temps, deux flottes considérables partiront - l'une de la mer d'Azov et l'autre du port d'Archangelsk - chargées de troupes asiatiques et s'uniront aux flottes de la mer Noire et de la Baltique. Notre armée navale avancera en traversant la Méditerranée et l'Océan, envahira la France d'un côté et l'Allemagne de l'autre; ces deux régions une fois conquises, le reste de l'Europe passera facilement et sans coup férir sous notre contrôle.

Voilà comment l'Europe pourra et devra être soumise.



par GIUSEPPE VEDOVATO

Le communisme actuel est retourné en Europe après avoir subi un bain russe et une expérience soviétique d'un demi-siècle, dans un pays à cheval sur l'Asie et l'Europe, dont il ne commençait à faire partie, avec peine, qu'au XVIII^e siècle, sans cependant jamais abandonner son tissu byzantines mêlé d'influences byzantines délétères. La puissance contemporaine de l'U.R.S.S. est le facteur qui, plus que les respectables traditions socialistes européennes, prévaut dans chaque facette du communisme. Malheureusement, cette puissance entend supprimer la culture que nous reconnaissons être européenne. C'est là, justement, que l'eurocommunisme est appelé à dissiper toute équivoque, avec un courage plus grand que par le passé.

L'Europe est le plus petit des continents et est rendue encore plus exiguë par suite des prévarications externes. Il s'y est cependant produit une interpénétration constante entre les différentes populations: religieux, savants, commerçants et banquiers au Moyen Age; artistes et écrivains à la Renaissance; classes aristocratiques à l'Epoque Moderne; bourgeois au XIX^e siècle. Aujourd'hui, l'intercommunication est à tous les niveaux; à commencer par les migrations de masse, sur la base de l'in-

terdépendance croissante qui lie les différentes nations. L'histoire de l'Europe est un tout, même si l'on ne peut pas dire qu'elle soit caractérisée par la paix. Les Etats de l'Europe sont les divers organes d'un même corps. Ils ont constamment réagi dans leur différenciation pour défendre la personnalité individuelle contre les tentatives unitaires imposées comme offense à cette différenciation. Aujourd'hui, cette défense se répand sur un plan unitaire qui respecte l'individu, mais qui s'impose à l'individu, pour la sauvegarde de tous et non pour la domination d'un seul. L'espace restreint, qui a été la cause de divisions et même de guerres autrefois, est désormais un motif d'unité, parce que cela nous est imposé pour des raisons de survie.

Mais la réalité actuelle répond, elle aussi, à un fait culturel, strictement politique. L'histoire apporte à l'Europe et à ses exigences présentes d'unité le grand héritage de la *romanitas*. Une fois surmontée l'*urbanitas* et couronnée par l'édit de Caracalla de l'an 212, qui accordait le droit de cité romaine à tous les habitants de l'Empire, la *romanitas* se transmet à l'ordre chrétien et, plus tard, se confond avec la personnalité européenne. En vérité, après les invasions barbares, la *romanitas* inculque une culture à tout le Moyen Age, ayant le don de connaître et de juger et étant supérieure à la fatalité, au

destin et à la force. Par le fait même qu'elle possède l'éternité, l'âme, à l'intérieur de cette conception, est supérieure à la nature et se répand donc au sein de la société, même lors des périodes les plus sombres de notre millénaire. La *romanitas*, enfin, reconnaît les diversités du genre humain, la *societas civitatum* compatible avec l'idée universelle qui les harmonise et les unit. La conscience européenne s'identifie, aujourd'hui encore - comme à travers les siècles - à la *romanitas*.

On peut donc affirmer qu'il n'est pas indispensable, actuellement, que l'Europe culturelle ait des limites qui soient dictées par les Neuf ou les Dix-Neuf: ce serait l'humilier au départ. De même, cette unité ne doit pas être subordonnée aux vicissitudes économiques et constitutionnelles alternées du Traité de Rome. Dans le domaine culturel, l'unité n'est pas une définition technique, mais une formation historique qui s'est créée autour d'un principe spirituel. Nous nous trouvons devant une coéducation millénaire à laquelle ont contribué aussi bien la paix que la guerre. De par elle-même, déjà, l'Europe culturelle est un organisme historique. Il s'ensuit que, plus que les situations économiques et même constitutionnelles, c'est le fait culturel qui établit l'unité comme confirmation du passé et défense du présent.

G.V.

Extrait de la Conférence du 11 octobre 1976, tenue à Florence lors de l'inauguration des cours de l'institut Universitaire Européen

EUROPEISME ET SOUVERAINETE NATIONALE

Autour de la polémique sur les élections européennes de 1978 en France

La décision d'organiser l'année prochaine les premières élections européennes à suffrage universel a été saluée comme un acte politique fondamental pour le sort de la construction européenne. Les promoteurs de cette initiative ont dû franchir des obstacles considérables, que la prise de cette décision n'a pas éliminé complètement.

Est-ce que le Parlement issu de telles élections ne portera pas atteinte à la souveraineté de chaque pays qui y sera représenté? Dans la constitution de ces pays la souveraineté est inscrite comme un trait essentiel; la décision d'organiser en 1978 les élections pour ce parlement supranational n'est-elle pas anticonstitutionnelle?

Il suffit de lire ces deux phrases interrogatives pour se rendre compte de la gravité du problème en litige. Elles rappellent sans doute aux lecteurs une polémique violente qui s'est déroulée en France et qui s'est éteinte (définitivement?) après l'intervention du Conseil constitutionnel, qui s'est prononcé en faveur du caractère constitutionnel des élections en cause.

Bien que conforme aux dispositions du Traité de Rome, qui a été régulièrement ratifié par les organes compétents, et même approuvé par le référendum du 23 avril 1972, le projet sur l'élection d'une Assemblée européenne au suffrage universel a suscité de vives protestations en France, au nom d'intérêts et de couleurs politiques très différents.

P.C.F. et U.D.R. du même côté de la barricade

D'une part les communistes, hostiles en principe à l'unification européenne et, par conséquent, à toute initiative susceptible d'accélérer son rythme. En second lieu, le P.C.F. craint une assemblée où les communistes seraient relativement beaucoup plus faibles qu'en France ou en Italie. En troisième lieu, le parti communiste demeure, comme il l'a toujours été, irréductiblement hostile à tout ce qui peut gêner l'expansion soviétique. Une Europe unie, économiquement puissante, à l'instar de l'Amérique et de l'U.R.S.S. et capable de trouver enfin en elle-

même une volonté politique, serait *ipso facto* réfractaire à toute «finlandisation».

La marche vers l'hégémonie que poursuit l'Union soviétique avec une prodigieuse ténacité se heurterait à un obstacle infranchissable. C'est cela que les communistes veulent à tout prix empêcher; c'est la réalité qui se cache derrière leurs récriminations acerbes contre l'«*abandon national*», derrière leurs diatribes xénophobes lancées pêle-mêle contre l'«*impérialisme ouest-allemand*», les sociétés multinationales, les Etats-Unis, le «*grand capital français et international*» et autres entités de leur démonologie familière.

Pendant quelques semaines, Georges Marchais et l'*Humanité* se sont déchaînés contre la «politique giscardienne d'abaissement national, de retour à l'atlantisme et de complaisance pour les ambitions dominatrices de l'Allemagne occidentale». Sous le prétexte fallacieux de défendre la souveraineté nationale, les communistes français voulaient déclencher, au sein même de la majorité, une crise à propos du Parlement européen, crise qui aurait porté au désordre politique - et qui en auraient été les grands bénéficiaires sinon les communistes?! Les observateurs politiques se sont rendu compte que le P.C.F. jouait, par cette offensive antieuropéiste, la crise de régime.

De l'autre côté - mais toujours contre l'Europe - s'élevait l'U.D.R. et résonnaient les diatribes fulminantes de M. Michel Debré: «L'élection du Parlement européen au suffrage universel direct est un piège au même titre que la réforme du statut de Paris».

«Le projet actuel est une opération suicide acceptée au moment précis où trop d'années d'inflation risquent de refaire de la France, comme sous la IV^e République, un pays débiteur de ses voisins».

L'ancien premier ministre a même créé un «Comité pour l'unité et l'indépendance de la France», dont toute l'action est dirigée contre le nouveau Parlement européen. Puisque M. Debré n'est pas entièrement d'accord avec l'avis émis par le Conseil constitutionnel, à propos de la conformité à la Constitution française du projet sur l'élection de ce Parlement, le comité ne cessera pas d'exister.

L'attitude de l'U.D.R. s'explique par une conception rigide de la souveraineté nationale,

par le plus profond pessimisme alimenté par les difficultés et les succès dont est parsemée la voie vers une Europe unie, ainsi que par une méfiance ombrageuse à l'égard de tout étranger, américain, européen et russe. L'allergie viscérale de quelques dirigeants de l'U.D.R. à l'égard du président de la République joue aussi un certain rôle.

*Le Conseil constitutionnel se prononce:
Pas de transferts de souveraineté nationale!*

Devant cette forte opposition, l'europhisme du président et de la majorité qu'il inspire et qui le soutient, tient bon sans qu'on puisse enregistrer de progrès remarquables. Nous oserions dire au contraire: les thèses de la politique européenne de la France en 1977 ont été ainsi formulées par le ministre des affaires étrangères: «La France entend affirmer la nécessité d'une Europe fondée sur la réalité des Etats et la coopération des gouvernements. (...) Ainsi s'affirme la continuité d'une politique qui doit, à son terme, fonder cette Europe confédérale esquissée dès 1962 par le général de Gaulle. (...) La construction européenne n'est pas une fin en soi. (...) Vouloir uniformiser sans nuances la réalité vivante de nos nations serait de façon évidente, pêcher par esprit de système à l'heure même où dans chaque communauté nationale l'autorité se décentralise. (...) L'Europe ne peut acquérir une plus grande substance politique qu'à condition de reconnaître cette aspiration à la diversité. Elle doit refléter une volonté des Neuf de vivre et d'agir ensemble, non une tentative chimérique d'effacer dans un moule commun les aspirations et le génie propre à chacun d'eux. C'est la raison pour laquelle nous demandons le renforcement des politiques communes, mais nous refusons qu'une quelconque disposition de celles-ci soit arrêtée contre l'intérêt vital de nos Etats. (...)»

Le Conseil européen, poursuit le ministre, est «cet organe de décision (...) que nous appelions de nos vœux et auquel nous subordonnions la mise en place d'une Assemblée élue au suffrage universel direct. Celle-ci était expressément prévue par le traité de Rome, mais, dans une Europe sans gouvernement, elle apparaissait irréaliste, inopportune et même dangereuse. Elle est aujourd'hui possible et nécessaire. Il ne faut pas seulement que l'Europe décide et agisse. (...) Il faut qu'une opinion publique européenne naisse et s'organise. (...) Au demeurant, cette Assemblée n'est pas, et ne peut pas être, un Parlement. Le Conseil européen, qui rassemble les chefs de gouvernement des neuf Etats, n'est pas et ne saurait être responsable devant elle. Les neuf gouvernements sont et demeurent responsables devant les seuls Parlements nationaux. (...)»

Il n'est donc pas question d'un vrai Parle-

ment européen - et l'interprétation de M.De Guiringaud reflète la même peur d'apparaître trop peu patriote, qui semble inspirer aussi l'avis du 30 décembre 1976 du Conseil constitutionnel. On fera les élections au suffrage universel, mais les députés élus par les Français ne seront donc pas des députés européens représentant une fraction d'un peuple européen: mais des députés français représentant le peuple français dans une institution internationale.

Le Conseil constitutionnel établit d'abord une distinction entre les «limitations» et les «transferts» de souveraineté. Les limitations sont reconnues valables dans le cadre défini par le préambule de la Constitution de 1946 confirmé par la Constitution de 1958, c'est-à-dire en tant que «nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix». Aux transferts, toute validité est refusée dans les termes suivants: «Aucune disposition de nature constitutionnelle n'autorise de transferts de tout ou partie de la souveraineté nationale à quelque organisation internationale que ce soit». La formule est rigoureuse.

A notre avis, les discussions, longues et pénibles, sur la constitutionnalité du nouveau Parlement européen sont un mauvais signe sur la santé de l'Union des Neuf. Dans des circonstances normales et dans une atmosphère optimiste, il aurait semblé tout à fait logique que cette institution, dont la création a été décidée il y a 20 ans, soit déclarée conforme aux intérêts des pays membres de la C.E.E. Si ces pays ont signé le Traité de Rome et si leurs Parlements l'ont ratifié, le bon sens devrait laisser tranquille la conscience des constitutionnalistes.

En tout cas, et malgré la position particulière de la France, les élections de 1978 continuent d'être un élément positif.

Pour l'instant les membres de l'Assemblée de la Communauté sont tous des députés nationaux, choisis par les Parlements de leurs pays. Ils sont donc contraints de cumuler une fonction nationale souvent écrasante et une fonction européenne, dont l'importance se développe à un rythme rapide. Malgré leur bonne volonté, qui est indéniable, comment pourraient-ils exercer avec une efficacité suffisante un double mandat aussi astreignant? Elu au suffrage universel, le Parlement de la C.E.E. sera constitué, dans sa plus grande partie sinon dans sa totalité, par des hommes qui pourront se consacrer pleinement à leur mission européenne. L'efficacité du contrôle s'en trouvera singulièrement renforcée. L'élection au suffrage universel du Parlement européen, en rendant possible une large confrontation, permettra à chacun de mieux mesurer l'importance de l'enjeu. Elle associera plus directement les peuples à l'entreprise commune. Elle redonnera ainsi à celle-ci un élan et une vigueur qui lui font aujourd'hui tragiquement défaut.

LA CONTESTATION DANS LES PAYS DE L'EST



UNION SOVIETIQUE

Le Comité de défense des emprisonnés politiques en U.R.S.S. a tenu lundi 17 janvier à Paris une conférence de presse sur l'«oppression nationale en Union soviétique». Leonid Pliouchtch a dressé un tableau des difficultés actuelles des Ukrainiens pour défendre leur langue et leur culture.

«Le processus de «russification», qui était peut-être encore inconscient au temps de Khrouchtchev, est parfaitement conscient aujourd'hui», a estimé M. Pliouchtch. «Les livres du poète ukrainien Chevtchenko (contemporain du tsar Nicolas Ier) sont interdits, les jeunes gens qui récitent des poèmes en ukrainien sont poursuivis, et six revues qui paraissaient en ukrainien ont été contraintes à être éditées en russe».

Les autorités soviétiques se sont opposées à l'ouverture d'une exposition de peinture non officielle qui aurait dû avoir lieu mardi 18 janvier, à Leningrad.

Depuis plusieurs jours, l'appartement dans lequel elle

devoir se dérouler est contrôlé par des forces de sécurité; le téléphone a été coupé. Dimanche dernier, d'autre part, la police de Moscou a arrêté le peintre contestataire Oscar Rabine et son fils Alexandre, alors que tous deux se rendaient à la gare pour prendre le train de Leningrad. Ils ont été détenus toute la nuit et sont, depuis lundi, sous surveillance à leur domicile. Leur téléphone a également été coupé.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Deux signataires de Charte 77, l'écrivain Pavel Kohout et M. Zdenek Mlynar, ancien membre du présidium du P.C. T. ont lancé un appel aux partis communistes occidentaux, afin qu'ils usent de leurs bons offices auprès du P.C.T. pour empêcher «une nouvelle chasse aux sorcières».

Pavel Kohout demande à l'organe du P.C. italien *l'Unità*, ainsi qu'aux autres journaux communistes occidentaux de venir constater l'état réel des choses en Tchécoslovaquie.

L'écrivain demande également aux P.C. occidentaux de procéder à l'analyse juridique et politique de la Charte 77 et de la loi tchécoslovaque 120 qui codifie les textes et pactes internationaux sur les droits de l'homme. «De plus, ajoute Pavel Kohout, ils devraient envoyer immédiatement à Prague une mission de bonne volonté, ne s'immiscant pas dans les affaires intérieures tchécoslovaques, mais qui contribuerait en revanche à l'apaisement de la situation avant que celle-ci ne prenne l'ampleur d'une tragédie».

Pour sa part, M. Mlynar, après avoir souligné que «parmi les signataires de la Charte il y a des dizaines et des dizaines de gens dont la vie entière a été liée à la lutte pour la libération de la classe ouvrière et du peuple travailleur», a lancé un appel identique aux P.C. européens et à MM. Enrico Berlinguer, Georges Marchais et Santiago Carillo, ainsi qu'aux représentants des socialistes européens, MM. Willy Brandt, François Mitterrand, B. Craxi, Bruno Kreisky et Olof Palme.

JUGEZ VOUS-MEMES

Pour offrir à nos lecteurs qui n'ont pas accès aux sources d'information soviétiques la possibilité de juger par eux-mêmes l'interprétation donnée à Moscou de la contestation, nous reproduisons, d'après le bulletin de l'agence *Novosti*, les deux commentaires suivants:

Le calomniateur a été admonesté

On a appris que le 25 janvier le Conseiller d'Etat, Sergheï Gusev, procureur général adjoint de l'U.R.S.S., a convoqué au siège du Parquet de l'Union soviétique Andreï Sakharov. Il a été communiqué à ce dernier que sa déclaration provocatrice sur la complicité des organes de l'Etat dans l'explosion qui s'est produite dans le métro de Moscou, contient des inférences calomnieuses, notoirement fausses et qui dénigrent le système étatique et social soviétique. Ces déclarations sont donc susceptibles d'être punies par la loi. Il a été officiellement déclaré à Sakharov que le fait de poursuivre une telle activité calomnieuse est inadmissible et que s'il ne tiendra pas compte de cet avertissement, il sera poursuivi en justice, conformément à la législation en vigueur en U.R.S.S.

Les provocateurs ont échoué

«Celui qui aurait l'intention de s'opposer à l'avancée certaine de la société tchécoslovaque est totalement isolé. Il en sera de même pour l'avenir!». Tel est l'avertissement lancé par la *Pravda* à propos de la nouvelle campagne calomnieuse entreprise contre la Tchécoslovaquie et déclenchée par la propagande impérialiste. Le libellé démagogique utilisé à ces fins (Charte 77) a été rédigé par

un groupe de renégats provenant des résidus de la bourgeoisie tchécoslovaque et des organisateurs de la contre-révolution qui a échoué en 1968. Le journal relève que les auteurs de la déclaration mensongère n'ont fait qu'appliquer un ordre parvenu de l'étranger.

«Les sorties simultanées des moyens de la propagande bourgeoise de divers pays contre la République Socialiste Tchécoslovaque trahissent ceux qui ont orchestré dans les coulisses ces attaques calomnieuses. Les motifs qui ont poussé ceux qui se cachent derrière la campagne déclenchée en Occident sont hostiles à la cause de la paix et du socialisme et aux intérêts fondamentaux des travailleurs», commente la *Pravda*. «Il n'est pas surprenant que cette provocation se soit retournée contre ces mêmes organisateurs. Ils ont honteusement échoué». Comme le relève le journal, le peuple tchécoslovaque travaille tranquillement dans une situation faite de sécurité et d'optimisme, dans des conditions de solide alliance fraternelle avec l'U.R.S.S. et avec les autres pays de la communauté socialiste.

A l'Institut de Cybernétique, où Pliouchtch travailla de 1962 à 1968, ses collègues se souviennent de lui comme d'une personne n'ayant pas donné un bon exemple de lui-même: c'était un homme détaché de la réalité, incapable d'une action pratique et ayant tendance à ne tenir compte que des aspects négatifs de la vie. Les traits pathologiques de son caractère et les déviations de la normalité psychique, remontant à l'âge infantile, ont trouvé une expression de plus en plus fréquente dans son comportement. Pliouchtch se faisait remarquer pour ses folles idées de

«réforme» qui prévoyaient une «réorganisation» de l'Etat soviétique.

En 1968, Pliouchtch a donné sa démission et a choisi, selon ses propres termes, la voie d'une «logique de lutte plus active». Cela a consisté à tenter de former un groupe clandestin de terroristes, à reproduire et à diffuser des textes calomnieux qui incitaient à la lutte contre l'organisation de l'Etat en vigueur en U.R.S.S. Ces textes étaient également envoyés systématiquement en Occident où ils étaient largement utilisés pour les activités de propagande antisoviétique.

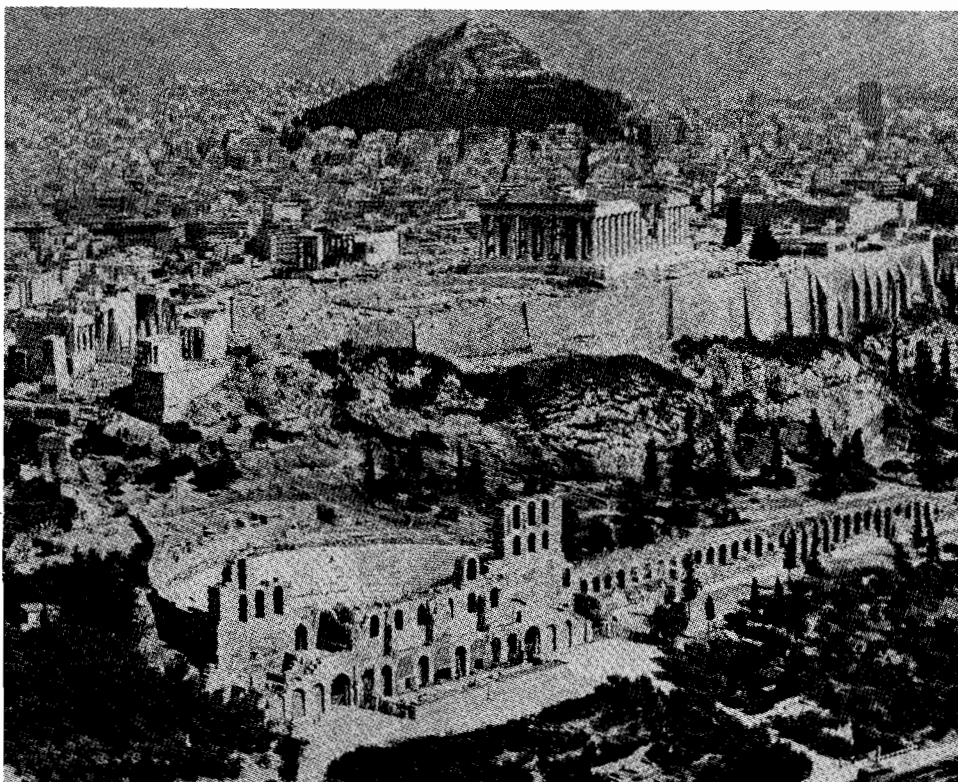
Après avoir été admonesté de nombreuses fois par les autorités et par les organisations sociales, Leonid Pliouchtch a été arrêté, à la suite de ces actions, en janvier 1972 sous l'accusation d'avoir contrevenu à l'article 62 du Code Pénal de la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine. Dès les premiers abords avec Pliouchtch, les jurés ont remarqué chez lui un comportement extrêmement étrange. Effectuées deux fois à six mois d'intervalle par les plus grands centres scientifiques soviétiques, les expertises psychiatriques ont chaque fois donné les mêmes résultats. Les experts en psychiatrie sont arrivés à la conclusion que Pliouchtch souffrait d'une «maladie psychique chronique sous forme d'un processus schizophrénique à lente évolution», qui s'exprime par des «idées de réforme, des troubles émotionnels, une schématisation de la pensée, une évaluation acritique de son propre état et de la situation en général».

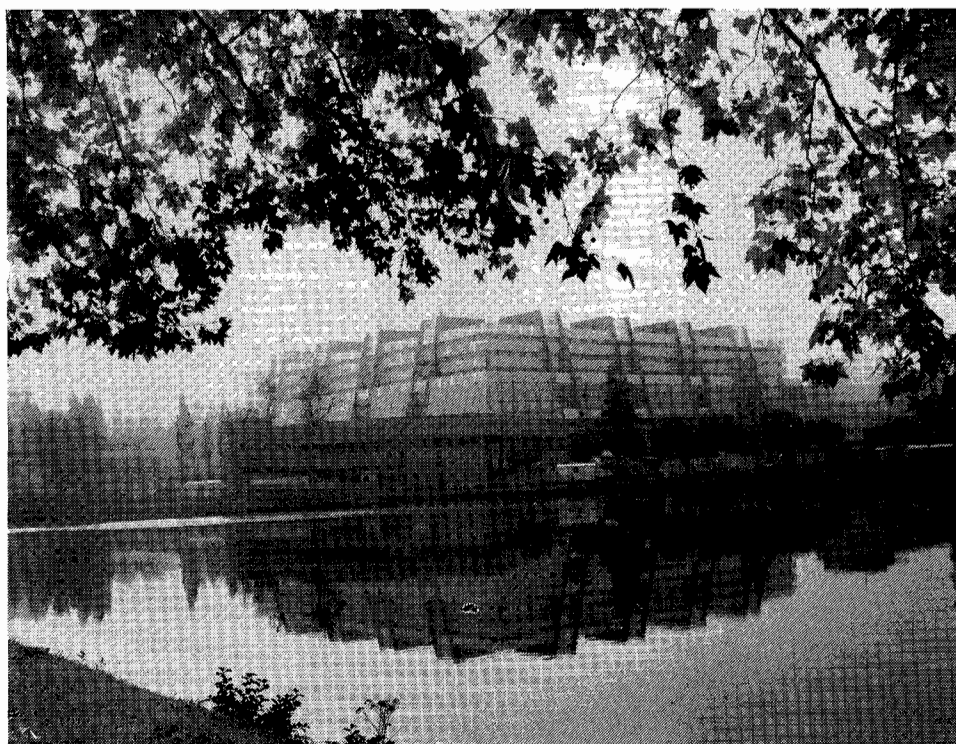
Sur la base de ces expertises, le tribunal régional de Kiev, par la sentence du 19 janvier 1973, a conclu que Pliouchtch est un individu socialement dangereux et qu'il devra subir obligatoirement des soins dans un hôpital psychiatrique d'un type spécial.

L'Unesco lance un appel pour la sauvegarde de l'Acropole

La campagne de l'U.E.S.C.O. - l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture - pour la sauvegarde de l'Acropole bat désormais son plein. Une manifestation internationale s'est déroulée à Athènes du 8 au 12 janvier, avec la participation du directeur général de cette organisation, M. Amadou Mahtar-M'Bow. Il s'est agi de mettre en évidence la nécessité de sauvegarder, pour les générations futures, ce prestigieux ensemble architectural non seulement en raison de sa valeur archéologique, mais aussi et surtout pour la signification éthique que renferment, pour nous aujourd'hui encore, ces murs, comme centre moral de la grande construction hellénique.

Le directeur général de l'Unesco a lu devant le Parthénon, le 11 janvier, un message au monde qui ouvrait la campagne internationale pour rassembler les fonds nécessaires aux travaux de restauration et de sauvegarde des monuments menacés par la pollution atmosphérique et par l'énorme affluence des visiteurs. Ce message constitue la première phase d'application de la décision prise lors de la dernière conférence générale de l'Unesco.





LE PALAIS DE L'EUROPE

Le nouveau *Palais de l'Europe* à Strasbourg, inauguré le 28 janvier 1977 par M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République française. Siège du *Conseil de l'Europe*, qui regroupe 19 pays européens, le Palais abritera également le Parlement Européen des Neuf pendant ses sessions à Strasbourg.

Le nouveau Palais de l'Europe a la forme d'un carré de 105 mètres de côté et une hauteur de 30 mètres. Il a une superficie de 52.000 m² en superstructure et 22.000 m² en infrastructure, sur neuf niveaux. La salle des séances, de forme circulaire comportera au départ sensiblement le même nombre de sièges que l'actuel hémicycle (272). Toutefois, elle pourra par la suite être équipée, selon les besoins, de nombreux sièges supplémentaires, allant le cas échéant jusqu'à 500. D'amples facilités sont prévues pour les ministres, les parlementaires, la presse et le public.

YALTA - 1945

*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est.*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnaît le status quo
créé à Yalta.*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sonmaire

«Démocratie française»:

La pensée politique de V. Giscard d'Estaing <i>par J.C. Dragan</i>	p. 1
L'évolution politique en Europe <i>par Europaeus</i>	» 3
Moyen - Orient. Une grande absente:	
L'Europe <i>par Roberto Cestelli</i>	» 5
Le plaidoyer de M. Carter pour la liberté <i>par Roberto Pellegrini</i>	» 7
Comment subjuguier l'Europe:	
Le testament de Pierre le Grand	» 9
Europe culturelle <i>par Giuseppe Vedovato</i>	» 13
Tribune libre:	
Européisme et souveraineté nationale	» 14
La contestation dans les pays de l'Est	» 16
Le palais de l'Europe à Strasbourg	» 19

Directeur responsable: Dante Ferrari
DIRECTION et REDACTION:
Roma, Via Magnanapoli n. 11
Reg. Trib. Roma n. 2840 del 15/12/1951

ABONNEMENTS ANNUELS:
ordinaire F.F. 50
de soutien F.F. 250
(ou monnaie européenne équivalente)